

SociologieS

SociologieS
Dossiers

Le paradoxe de la diversité : développement économique et stratification sociale dans les villes de développement en Israël

The paradox of diversity: economic development and social stratification in development towns in Israel

Amandine Desille



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/10950>

ISSN : 1992-2655

Éditeur

Association internationale des sociologues de langue française (AISLF)

Ce document vous est offert par Université de Lille



Référence électronique

Amandine Desille, « Le paradoxe de la diversité : développement économique et stratification sociale dans les villes de développement en Israël », *SociologieS* [En ligne], Dossiers, Politiques de la diversité, mis en ligne le 23 mai 2019, consulté le 23 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/10950>

Ce document a été généré automatiquement le 23 mai 2019.



Les contenus de la revue *SociologieS* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.

Le paradoxe de la diversité : développement économique et stratification sociale dans les villes de développement en Israël

*The paradox of diversity: economic development and social stratification in
development towns in Israel*

Amandine Desille

Introduction

- 1 Un nouveau concept « tendance » s'est récemment imposé dans le champ d'études des politiques migratoires et d'accueil en Amérique du Nord et en Europe : celui de la diversité¹. Notion floue, qui permet d'associer des catégories sociales aussi différentes que l'ethnicité, les croyances religieuses, le genre, l'orientation sexuelle ou le handicap, la diversité prend en compte la fluidité, l'hybridité et s'adapte aux multiples identités de l'individu dit post-moderne (Berg & Sigona, 2013). Ce dernier est censé pouvoir appartenir à un ou plusieurs de ces groupes à la fois et les politiques publiques qui encouragent, gèrent et mettent à profit le fait social de la diversité se préoccupent en conséquence de « faciliter » cette fluidité, en la transformant opportunément en moteur de développement (principalement) économique (Schiller, 2016 ; Doytcheva, 2018). Appliqué aux politiques urbaines, le concept de diversité est conçu de manière privilégiée comme un outil de restructuration sociale et économique. Les travaux du théoricien urbain Richard Florida² (2003), ou de l'économiste Edward Glaeser³ (2012), ont gagné en popularité dans ce domaine. Fervents disciples de la journaliste Jane Jacobs (1992), pour qui diversité et sérendipité sont les clés d'un développement urbain qui serait plus « naturel » ou « organique », ils proposent un raccourci : en développant des politiques publiques visant à attirer de nouveaux résidents, éduqués et talentueux – une « classe créative » qui rassemble schématiquement intellectuels, ingénieurs, employés du secteur

de l'industrie high-tech et membres de communauté LGBTQ (Florida, 2003) – un cercle vertueux de développement urbain se créé. Ancré dans une idéologie néolibérale, cet axe « diversité-développement urbain » renforce l'idéalisation d'une nouvelle classe d'employés mobiles, attirés par (et attirant) les industries des technologies de l'information.

- 2 Reprise dans le contexte des politiques locales d'intégration, cette approche propose de capter puis de mettre en valeur la diversité ethnique comme outil de restructuration socio-économique (Good, 2009 ; Hoekstra, 2015 ; Houston, 2016 ; Schiller, 2016). Le *think-tank* basé à Toronto *Creative Class group*⁴ et le blog *Citylab*⁵ ne sont pas les seuls canaux de diffusion de cette approche. De nombreuses organisations nationales et internationales l'appuient. Ainsi, en janvier 2018, le Conseil de l'Europe publie un article au titre incontestable : « Une étude prouve que les villes interculturelles jouissent d'un bien-être supérieur et de plus de satisfaction auprès des citoyens⁶ ». D'autres rapports, du *Migration Policy Institute* notamment (Agunias & Newland, 2012 ; Papademetriou, 2014), se font aussi l'écho des éloges de la diversité ethnique comme outil de développement urbain et de prospérité économique.
- 3 Il ne s'agit évidemment pas de contester le fait que la diversité contribue au développement de la ville. Comme le formule Michael Storper (2013, p. 73), « il ne fait aucun doute qu'une immigration accrue (généralement une source de diversité) a contribué à une résurgence urbaine ». Le problème évident est que les solutions proposées par les adeptes de la « classe créative » sont cosmétiques, au mieux et, plus souvent, engendrent des inégalités raciales encore plus importantes que celles qu'elles se proposent de résoudre (. Ainsi, l'association diversité-développement économique urbain, lorsqu'elle est mise en œuvre à travers des politiques urbaines d'orientation néolibérale, c'est-à-dire qui répondent à des objectifs immédiats de croissance et sont formulées sous la pression d'intérêts économiques, permet de mieux dissimuler dans les faits des problèmes structurels d'inégalité et de pouvoir, liés à la présence d'une population diverse. D'ailleurs, ces politiques urbaines sont loin d'ériger la diversité en principe d'urbanisme qui privilégie le « droit à la ville » (Lefebvre, 1968) pour tous (Fainstein, 2010). Il s'agit le plus souvent de la limiter à des immigrés hautement qualifiés d'une part et à ceux moins qualifiés, mais qui servent au développement capitaliste global, d'autre part. En ce sens, les politiques publiques se réclamant de la diversité, pour impulser une nouvelle dynamique économique urbaine, semblent rejoindre la logique de ce que Will Kymlicka (2015) appelle une « inclusion sans solidarité » : le droit de chacun de se vendre, de vendre sa culture et de consommer les produits culturels d'autrui, sans se soucier des questions d'inégalité (*Ibid.*). Dans sa définition néolibérale, l'égalité est ainsi réduite à une « égale visibilité » de chacun sur le marché global.
- 4 Israël, pays ayant formulé une politique migratoire qui peut être caractérisée d'ethno-nationale (Shafir & Peled, 2002), semble lui-même séduit par ces nouvelles tendances mondiales. *Tel Aviv Global*⁷, l'image de marque développée ces dernières années par la municipalité, s'est ainsi traduite par une nouvelle organisation municipale et des actions publiques mettant en scène la migration dans la ville, à l'aune d'une ambition : « créer de la croissance économique en attirant des entreprises étrangères, des fondateurs de *start-ups*, des visiteurs, des étudiants et des événements internationaux dans la ville »⁸. D'autres projets convergent avec cette ambition. Par exemple, dès les années 1990, la municipalité a investi des sommes importantes dans les infrastructures du quartier de Florentin où réside une importante population immigrée (Rozenholc, 2010) et ce à des

fins principalement touristiques et résidentielles. La main d'œuvre bon marché, qui soutient le développement de la ville, n'est pas non plus oubliée, puisque Tel Aviv est la seule ville israélienne qui, à l'encontre de l'idéologie nationale – et souvent de l'opinion (Cohen & Margalit, 2015) – investit des fonds publics pour servir les demandeurs d'asile et autres travailleurs non-juifs présents dans la ville⁹. Cependant, il est d'ores et déjà évident que ce *branding* impacte peu les dynamiques structurelles d'ethno-stratification : les groupes sociaux déjà en marge (comme par exemple les immigrants juifs d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient) ne profitent pas pleinement de ces restructurations de l'emploi (Cohen & Margalit, 2015 ; Rozenholc, 2010).

- 5 Mais les grands centres urbains ne sont pas les seuls à mettre en œuvre des politiques orientées vers la diversité. D'autres villes emblématiques de l'accueil des immigrants juifs ont investi des ressources dans la formation de départements municipaux en charge de l'immigration (Yehuda Abramson, 2013) et mis en œuvre des actions publiques qui associent immigration avec croissance démographique, culturelle et économique. Ces villes de taille moyenne, localisées en périphérie du pays et appelées « villes de développement » sont le résultat de la politique territoriale et migratoire d'Israël des années 1950 aux années 1990. Avec une population avoisinant parfois les 50% de « nouveaux immigrants » (soit des personnes ayant immigré les vingt dernières années), elles forment des lieux d'accueil importants. De par leur situation périphérique multidimensionnelle, éloignée des centres géographiques, politiques, économiques et socio-culturels, même dans un territoire peu étendu, elles sont généralement perçues, y compris dans le monde académique, comme incapables de produire du changement. Pourtant, ces villes « ordinaires » (Robinson, 2006) méritent notre attention : elles constituent un secteur influent de la vie israélienne et pèsent largement dans la vie politique du pays¹⁰.
- 6 Dans cet article, nous proposons d'analyser les tensions qui résultent d'un cadrage politique national, dans les faits ethno-national, des enjeux d'immigration et de citoyenneté et les politiques locales de diversité, dont se réclament certaines des villes que nous avons étudiées¹¹. Nous proposons ainsi d'interroger les traductions locales de ces concepts globaux en circulation, au prisme d'une approche en termes de mobilité des politiques publiques (Brenner, Peck & Theodore, 2010 ; Cochrane & Ward, 2012). Nous nous proposons en particulier d'explorer la manière dont, dans les villes de développement, emblématiques de l'accueil des immigrants juifs en Israël, la doctrine de la diversité permet de reconfigurer les politiques nationales assimilationnistes antérieures ; mais aussi la manière dont elle s'en accommode, permettant ainsi la reconduction de logiques racistes et discriminatoires d'exclusion. Nous commençons par une mise en perspective historique, géographique et politique de la politique d'accueil israélienne. Ensuite, nous explorons les discours municipaux associant diversité et développement économique dans les villes d'Acre et d'Arad, qui ont investi ces thématiques avec l'idée de s'appuyer sur leurs habitants ayant vécu une expérience d'immigration. Enfin, nous présenterons le cas de Kiryat Shmona, qui explicite plus généralement la portée symbolique de ces politiques.

Israël : archétype d'un pays d'immigration de peuplement

- 7 La construction de l'État d'Israël s'est faite au croisement de deux histoires, impossibles à réconcilier : celle de l'émancipation du peuple juif, qui se traduit par l'accès à un territoire indépendant, profondément lié au mythe biblique de la « terre sainte » ; et celle de la colonisation violente et de l'oppression durable des habitants de ce même territoire, les Palestiniens. L'immigration juive vers Israël ¹² représente un pan important de ces deux histoires, puisqu'elle a permis le peuplement rapide du territoire, et ce avant même l'établissement d'un État souverain en 1948. Mais les activités des « pionniers » des premières vagues migratoires, datant de la fin du XIX^{ème} à 1948 (appelés *Aliyot* ¹³), ne représentent qu'une petite part du peuplement. À partir de 1948 et jusqu'à nos jours, près de 3,5 millions de juifs immigrèrent en Israël, pour une population globale de 8.877.200 en 2018 ¹⁴. Chacune de ces vagues migratoires participe tant à l'occupation physique du territoire qu'à la production de mythes territoriaux et de représentations politiques, où l'occupation des terres est érigée en symbole du « pionniérisme » (voir *infra*) et de la conquête d'une nature hostile (Kellerman, 1996).
- 8 De 1948 à 1952, près de 800.000 nouveaux immigrants d'Europe et du Moyen-Orient s'installent en Israël. Devant ce défi, le nouvel État, aux ressources limitées, met en place une politique dite d'« absorption », visant à l'assimilation rapide des nouveaux arrivants. La politique d'absorption est associée à une politique de dispersion géographique, le plan « Sharon » (1950), qui a pour objectif l'installation rapide des immigrants, d'une part et la sécurisation des nouvelles frontières, d'autre part. Élaborée par les agences de l'État, avec l'appui de l'école de sociologie fonctionnaliste de Shmuel Noah Eisenstadt (1954), la politique d'absorption est une politique assimilationniste, qui vise à transformer les groupes divers de la diaspora pour former le « Juif moderne ». Dans les faits, ce dernier se révèle éminemment européen, alors que les trente « villes de développement », créées par le plan Sharon aux abords des frontières et qui furent considérées presque dès leur établissement comme des espaces marginaux, accueillirent en grand nombre les immigrants juifs d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (Achouch & Morvan, 2013 ; Berthomière, 2004).
- 9 Au cours des années 1960, l'administration continue à s'appuyer sur les politiques urbaines pour gérer l'installation de nouveaux immigrants et sur l'immigration de manière plus générale pour soutenir la croissance du tissu urbain. En ce sens, immigration et développement urbain ne cessent d'être appréhendés ensemble. Les années 1980 voient pourtant s'opérer une rupture avec les politiques centralisées d'absorption et de dispersion, telles qu'elles ont été conçues dans les années 1950. La diffusion d'une idéologie néolibérale en Israël (Kay, 2012) se manifeste par un désengagement de l'administration centrale. Dans ce contexte, l'« absorption directe » remplace les politiques dirigistes antérieures et les nouveaux venus ont dorénavant le choix de leur ville d'installation. Les vagues migratoires en provenance de l'ancien espace soviétique – 850.000 juifs de l'ex-URSS s'installent en Israël en l'espace de dix ans – vont profondément bouleverser la société israélienne à partir de 1989 et contribuer à redéfinir ces politiques. Alors que l'État vient d'accorder en théorie plus de libertés aux nouveaux immigrants dans le choix du lieu de leur installation, il s'engage en parallèle dans un vaste programme de construction de logements, visant à attirer ces dizaines de milliers d'arrivants dans les

espaces périphériques, notamment les villes de développement et les colonies situées au-delà de la ligne verte (Berthomière, 2002).

- 10 Du point de vue des processus d'intégration, l'arrivée de ces nouvelles vagues migratoires a cependant introduit une forme de pluralisme socio-culturel, en opposition avec l'idéologie assimilationniste des politiques d'absorption (Desille, 2018 ; Remennick, 2002 ; Tzfadia & Yacobi, 2011 ; Yonah, 2005). Ce que l'opinion publique retient pourtant, ce fut la formidable opportunité économique, déclenchée par la nouvelle immigration. Le *best-seller The Start-Up Nation: The Story of Israel Economic Miracle* (Senor & Singer, 2011) inclut ainsi un chapitre qui célèbre la contribution des immigrés de l'ancienne URSS, main-d'œuvre éduquée et qui a contribué au succès du secteur de la haute technologie en Israël. Dans ce contexte, l'immigration est publicisée comme un élément majeur de la transition d'une économie semi-socialiste à la *start-up nation*. Cette vision est relayée au niveau local, où les municipalités ayant accueilli un nombre important d'immigrés de l'ex-URSS se vantent de compter en leur sein des médecins, ingénieurs et informaticiens.
- 11 Ce retour rapide sur les politiques d'immigration israéliennes illustre à quel point ces dernières ont été envisagées sur le long terme comme un outil de restructuration sociale, urbaine et économique. *Quid* de ces tendances aujourd'hui, alors que l'administration centrale s'est largement désengagée de la question migratoire et que les municipalités sont devenues des acteurs importants ? Parmi les quelques 20.000 immigrés qui arrivent chaque année, 27% s'installent dans les villes de développement (Desille, 2017). De nombreuses municipalités, grandes ou petites, ont établi des départements municipaux dédiés à l'immigration (Yehuda Abramson, 2013) et ce alors qu'elles n'y sont pas obligées par les réformes municipales (Razin, 2003). Au sein des petites villes périphériques que nous observons se pose la question des moyens à leur disposition pour combattre les inégalités structurelles persistantes dont elles sont encore victimes. Dans le cadre de l'enquête de terrain, nous avons régulièrement rencontré des élus, des employés municipaux et d'autres acteurs locaux (travaillant dans des associations par exemple) de plusieurs de ces villes. Si le lexique de la « diversité » y est plutôt balbutiant, parfois plus aisément conjugué sous les thèmes du multiculturalisme, de l'interculturalisme, du pluralisme ou même du cosmopolitisme¹⁵, le contenu des politiques locales s'aligne plutôt avec une conception de la diversité au diapason de celle développée par d'autres villes européennes et globales (Schiller, 2016), à savoir qui articule pluralisme culturel et méritocratie libérale au service du développement économique.
- 12 Il s'agit donc ici d'une qualification *a posteriori*, englobant un ensemble de discours politiques, d'actions publiques et de projets municipaux, que nous avons identifiés dans les termes de « politiques de la diversité », afin d'en analyser l'impact social et économique, mais aussi les implications politiques en matière d'intégration et de citoyenneté. L'enquête montre ainsi que ces politiques locales correspondent à un projet politique qui certes encourage certaines formes d'immigration (généralement limitées aux immigrés juifs), mais pas toutes, pouvant de la sorte contribuer à renforcer les préconceptions à l'œuvre d'une hiérarchie entre immigrés, en l'occurrence associée à la notion de « mérite » économique, elle-même rattachée à une origine nationale. Selon cette hiérarchie, les immigrés juifs venant d'Europe et d'Amérique du Nord occupent le haut de l'échelle, suivis par les immigrés juifs de l'ancien espace soviétique. Les immigrés d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient sont toujours considérés comme devant être assimilés à un centre européen. Quant aux Palestiniens ayant la nationalité israélienne, ils demeurent exclus de ce pacte national. À la conjonction des logiques économiques et d'un

cadre politique ethno-national, résidents et nouveaux venus subissent ainsi les effets d'une catégorisation raciale fondée sur leur origine nationale et les stéréotypes socio-économiques qui lui sont associés. En ce sens, il semble bien que les trajectoires des politiques urbaines des villes de développement israéliennes convergent avec celles d'autres villes internationales et européennes où, comme l'écrit Thomas Faist, ce n'est pas seulement la catégorisation des individus en fonction de leur nationalité/citoyenneté et donc l'accident de leur naissance, mais surtout les perceptions liées à leur utilité économique et à leur adaptation sociale, qui déterminent les opportunités de vie de nombreux individus (Faist, 2013, p. 1644).

- 13 Afin de mieux comprendre les mécanismes sous-jacents à ces processus d'apparente internationalisation, nous proposons d'étudier les politiques mises en œuvre en matière d'immigration et d'intégration par trois « villes de développement », à savoir Acre, Arad et Kiryat Shmona, que la carte ci-dessous permet de situer ¹⁶.



Kiryat Shmona

Établie sur le village palestinien d'Al Khalisa

Établissement : 1949, en tant que camp de transit, puis ville

Population : 23 000 dont 16% d'immigrés de l'ex-URSS installés depuis les années 1990

Politique municipale en matière de diversité :

- Mesures de « représentation » de la communauté russophone, en la figure d'un adjoint au maire et d'une conseillère municipale ;
- Politiques mémorielles : projet de création d'un « musée national des camps de transit », qui associe les habitants à diverses activités, telles « l'université sur la place publique », le dépôt d'images et histoires sur une page intitulée « mémoires » sur les réseaux sociaux et la publication d'articles de presse.

Acre / Saint Jean d'Acre / Akko / Akka

Premières traces d'installation humaine : - 2000

Population : 54 000 habitants, dont un quart de Palestiniens de 1948 et un quart d'immigrés de l'ex-URSS installés depuis les années 1990

Politique municipale en matière de diversité :

- Mesures de « représentation » : les deux adjoints au maire sont respectivement palestinien et immigré russe ;
- Structure municipale dédiée : six employés municipaux ont pour fonction principale « l'encouragement à l'immigration » et l'accueil des nouveaux venus ;
- Politique patrimoniale : la ville développe une nouvelle image de marque « la ville aux cultures méditerranéennes », qui passe par la mise en valeur du patrimoine touristique, où sont mises en scène la ville des croisés, la ville ottomane et la ville juive.

Arad

Établissement : 1962

Population : 24.000 habitants, dont 40% d'immigrés de l'ex-URSS installés depuis les années 1990

Politique municipale en matière de diversité :

- Politique patrimoniale : le musée municipal met en scène la fondation de la ville ; un nouveau programme municipal pour le développement du tourisme, où les immigrés résidents en ville sont perçus comme possibles entrepreneurs touristiques ;
- Dès 1990, la municipalité met en place un programme proactif d'aide à l'immigration de juifs d'ex-URSS ; un département municipal en charge de l'immigration est toujours actif.

Diversité et développement économique local : le cas d'Acre et d'Arad

- 14 La promotion de la diversité dans les villes israéliennes existe d'abord grâce à « l'encouragement à l'immigration » (*idud aliyah* en hébreu). En effet, de plus en plus de villes établissent des unités municipales spécialisées, dont les fonctions principales sont d'attirer de nouveaux immigrés, puis d'en soutenir l'installation. Souvent, c'est le programme « *Aliyah* clé en main » (programme de coopération associant Ministère de l'immigration et de l'intégration, Agence Juive¹⁷ et municipalité), qui finance les salaires de ces employés municipaux : ainsi, la ville d'Acre bénéficie de la subvention maximale octroyée, soit l'équivalent de 3,5 postes à plein temps, dédiés aux questions d'immigration. La directrice du département est en contact permanent avec des représentants de l'Agence Juive établis dans les pays russophones, afin que les candidats à l'immigration considèrent Acre comme une résidence possible.
- 15 On peut s'interroger sur les motifs d'un tel effort. La raison principale avancée par le maire de la ville d'Acre (liste municipale indépendante) est que les nouveaux venus sont autant d'écoliers inscrits dans les écoles, de salariés, de contribuables et de consommateurs en général. Lors d'une rencontre – et pour justifier le programme mené par sa ville – il affirme : « Vous avez ces économistes qui vous disent : "si vous voulez une économie forte, faites venir de l'argent". Ce que je dis, c'est que si vous voulez une économie forte, il faut faire venir les bonnes personnes dans votre ville. Ils apporteront une économie forte avec eux. C'est une question d'approche, de vision ». Le maire d'Acre se fait ainsi le défenseur d'une « économie présenteielle » (Davezies, 2004), où le

développement de la ville n'est plus lié à des investissements économiques et au développement d'une industrie productive, mais repose sur certains groupes de population, dont la présence permet de mettre en marche l'économie locale.

- 16 En plus de ce programme d'immigration, la nouvelle « image de marque » que la ville d'Acre s'est créée – « la ville aux cultures méditerranéennes » – valorise de façon disproportionnée le patrimoine culturel, notamment juif, de la ville : les synagogues des différentes communautés nationales (la synagogue caucasienne, celle tunisienne, etc.), mais aussi les lieux liés à l'histoire migratoire et le musée ethnographique. L'offre touristique de la vieille ville palestinienne est diversifiée. Mais elle met en valeur la présence des croisés, ou le passé ottoman, plutôt que l'histoire palestinienne (Shoval, 2013). En général, la présence immigrée est repensée comme un atout économique et touristique, dans une logique de patrimonialisation de la diversité et du passé migratoire.
- 17 La ville d'Arad est, depuis 2015, en train de vivre un développement similaire, où les immigrés sont vus comme un atout par les agents municipaux. Le musée municipal retrace avec détails la fondation de la ville par des immigrés « sélectionnés » pour leur capacité professionnelle et leur probabilité à s'insérer dans le paysage économique local. La vague migratoire des années 1990 a fortement marqué les esprits. Jusqu'à présent, les russophones représentent toujours 40% des résidents de la ville et lors de chaque entretien, leur contribution au développement est soulignée. Ainsi, le porte-parole de la mairie assure :
- « Des ingénieurs sont venus et ont nettoyé les rues, alors que des médecins devenaient caissiers. Cette vague d'immigration a été une crise énorme, mais Arad en est devenue plus forte. Les Russes sont venus motivés. Ils sont venus pour apprendre, travailler, s'améliorer. Ils ont ouvert une école du soir en russe pour que leurs enfants excellent à l'école. Ils ont pris tous les emplois qu'ils trouvaient. Et alors que notre masse critique augmentait, les emplois et l'argent augmentaient aussi ».
- 18 Aujourd'hui, l'industrie locale ne soutient plus suffisamment l'emploi. Pour pallier le problème, un nouveau programme de développement touristique est mis en place par la ville : « Arad, ville du tourisme d'aventure », renommé ensuite « Arad, respirez »¹⁸. Pour les initiateurs du projet, celui-ci peut être créateur d'emplois, les habitants immigrés peuvent y prendre part aisément, de par – par exemple – leur connaissance de langues étrangères. La direction du département municipal dédié aux questions d'immigration explique : « Vous parlez peut-être allemand, anglais ou français. Et si vous aimez les professions liées au tourisme, c'est l'endroit idéal. Vous pouvez travailler comme RP, à la réception des hôtels de la mer morte, comme guide touristique. Il y a où travailler ».
- 19 Mais une autre question est soulevée par ces projets : de quels immigrés parle-t-on ? Quelle diversité la ville encourage-t-elle ? Dans les exemples étudiés, il s'agit tout d'abord des immigrés venant de l'ancienne Union soviétique : ces derniers sont la cible principale des programmes d'encouragement à l'immigration et forment la part la plus importante d'arrivées. Une majorité des employés des départements municipaux sont eux-mêmes russophones. La présence de groupes russophones importants est un autre argument majeur : il est facile pour les nouveaux venus de retrouver des connaissances et de trouver un emploi (Remennick, 2002). Les immigrés juifs des États-Unis et de France sont prisés, mais ces villes n'y prétendent pas. En effet, à Kiryat Shmona, un employé municipal nous explique :

« Ils ont commencé à parler des juifs de France. Je me souviens que lorsqu'il y a eu ça [les attentats terroristes en France en 2015], ils ont dit, voilà, les Français

arrivent. Mais à nouveau, vous devez comprendre que même si les Français arrivent, qui vient s'installer dans les périphéries ? L'État offre des paniers d'absorption¹⁹ et définit des villes d'absorption. Donc ceux qui décident de venir ici, ce ne sont pas des gens qui ont des ressources, qui peuvent réussir sans soutien, des personnes plus fortes ».

- 20 À Acre, ce n'est pas tant la situation périphérique de la ville que la présence d'une communauté palestinienne qui est vue comme un « frein ». Aux yeux d'un des employés du département municipal d'immigration :

« Disons que maintenant qu'il y a eu les évènements en France, nous en avons parlé : nous sommes entrés dans la phase d'état d'urgence. Il se peut que beaucoup de Français viennent en Israël. Mais la première chose à laquelle j'ai pensé, c'est que nous avons une communauté musulmane à Acre, avec qui nous vivons, nous coopérons, nous vivons ensemble, il n'y a pas de problème. Mais pour la France, pour eux, ça peut être un problème important. S'il y a un problème avec les musulmans en France, il se peut qu'ils ne viennent pas à Acre, parce qu'il y a une communauté musulmane ici. »

- 21 Si les juifs d'Amérique du Nord ou d'Europe de l'Ouest représentent des immigrants idéalisés, parce qu'ils posséderaient des moyens économiques importants, les municipalités des villes de développement ne s'attendent pas à ce que beaucoup s'y installent. Les juifs de l'ancien espace soviétique restent donc la cible principale. Ces villes accueillent également des groupes venant de pays « en développement », notamment les juifs d'Éthiopie ou d'Inde. Généralement dirigés par l'administration, ces derniers n'ont pas le choix de leur lieu d'installation. N'étant pas non plus considérés comme des facteurs de développement socio-économique, leur accueil est alors justifié par le devoir moral d'accueillir tous les membres du peuple juif à travers le monde. Ces exemples corroborent la définition racialisée du mérite socio-économique : c'est sur la base d'une origine nationale que le candidat à l'immigration va être jugé. S'il vient de Russie ou d'Ukraine, il sera considéré comme un agent économique, susceptible de contribuer au développement du pays ; alors que s'il vient d'Éthiopie ou d'Inde, son installation sera soutenue par l'administration, mais au prix d'une politique paternaliste, allant de la formation professionnelle technique à la conversion à un judaïsme orthodoxe et l'insertion dans une communauté religieuse (Desille, à paraître). Au prisme de la méritocratie libérale, la « bonne diversité » revêt donc un sens particulier : « l'objectif d'atteindre la cohésion sociale dans une société menée par des individus actifs, participatifs et productifs » (Soysal, 2012). Selon cette vision, les nouveaux venus sont envisagés avant tout comme des agents économiques, dont le « mérite » dépend de la capacité à être employé, entrepreneur et indépendant.

La diversité en tant que projet symbolique : Kiryat Shmona

- 22 La mise en œuvre de politiques locales d'immigration et de politiques de développement urbain basées sur la présence de populations immigrées n'est pas seulement motivée par des facteurs économiques. En effet, ces projets revêtent également une dimension politique et un poids symbolique important. Si l'on prend l'exemple de Kiryat Shmona, la municipalité, en coopération avec l'université voisine, le musée municipal et d'autres acteurs locaux, a développé un programme que l'on pourrait qualifier d'« archéologie sociale » : il s'agit, sur le long terme, de construire un musée national des « camps de

transit » (*maabarot* en hébreu). À partir d'actions de type « université sur la place publique » (*akademia bakikar*), ce programme participatif propose de réécrire l'histoire de la ville. Il met à l'honneur les habitants du camp de transit qui la précéda et ce afin de rétablir une « fierté » ou un « patriotisme local ». Les ateliers sont accompagnés de l'animation d'une page Facebook appelée « mémoires » et la nouvelle histoire de la ville, embellie, est relayée par des articles dans la presse nationale. Le projet est justifié ainsi par un de ses porteurs :

« Oui, je pense que faire du patrimoine un outil de *branding* est, pour ma part, très important, pour le présent comme pour le futur. Votre histoire historique. Parce qu'on ne peut pas, on ne peut pas vivre dans une région qui a une histoire aussi riche, sans avoir de relation avec cette histoire, ou sans avoir une place dans le scénario. Et les jeunes ont grandi comme ça ici : ils n'ont pas grandi avec l'impression que papi ou mamie avait fait quelque chose de spécial. [...] C'est ce qui entraîne le sentiment d'être un oublié de l'histoire ».

23 Pour ses instigateurs, le musée est donc bien plus qu'un projet culturel et touristique, fondé sur la mémoire des premières vagues migratoires que la ville a accueillies. Il s'agit de réhabiliter Kiryat Shmona dans le récit national israélien, en transformant les représentations usuelles qui construisent les habitants des villes de développement comme des « juifs orientaux », « jetés » dans ces villes aux frontières, véritables chairs à canon, pour les réinscrire dans l'histoire du « pionniérisme »²⁰. D'autant que l'on peut déceler les mêmes ambitions dans les projets davantage culturels et touristiques d'Acre et Arad : nourrir un patriotisme local, où les résidents des villes de développement réécrivent leurs histoires, et donc l'Histoire, afin de faire partie du récit national – celui de la participation active à l'établissement de l'État, la protection des frontières, la conquête du désert et le développement socio-économique du pays. En conséquence, les « communautés piégées » (Tzfadia, 2007 ; Yiftachel & Tzfadia, 2004) de ces villes de développement souscrivent et perpétuent une vision conventionnelle de la judaïté, qu'incarne de manière privilégié le « juif occidental ». En reproduisant les discours hérités du récit national, elles manquent à produire un discours identitaire alternatif. En ce sens, la valorisation de l'immigration et de la diversité ne conduit pas nécessairement à subvertir les hiérarchies ethniques et raciales, voire peut contribuer à les reconduire.

24 Ainsi, il n'est pas anodin que le programme « *Aliyah* clé en main » octroie plus de postes à des villes « mixtes », ayant une population palestinienne, comme Acre, ou encore Nazareth Illit ou Ramle et ce dans un effort de consolider la majorité juive. Si le maire ne peut pas défendre le projet de judaïsation de l'espace lors de notre entrevue, d'autres membres de l'équipe municipale se montreront moins méfiants, en concédant que l'aspect démographique constitue un motif majeur. Un des conseillers municipaux affirme ainsi :

« C'est une question de vie ou de mort. [...] Tous les villages [palestiniens] vont venir ici. C'est interdit. Nous avons une mission, que croyez-vous ? Il y a une école appelée Weizmann ici. Si on ne remplit pas le CP, demain, ils ferment l'école. C'est une question de vie ou de mort. De vie ou de mort. Que croyez-vous ? Ils vont prendre l'école, ils vont le faire. Je vous le dis. L'intégration des immigrés, c'est du sang, une transfusion de sang » .

25 Dans le contexte israélien marqué par un projet politique ethno-national, que la loi votée au parlement en juillet 2018²¹ a rappelé avec force, l'adoption de la notion de diversité n'est pas sans paradoxe. Elle semble agir en effet tel un « masque ». La diversité n'est pas « daltonienne », comme l'ont montré d'autres projets urbains étiquetés « divers » ou « cosmopolites » (Mele, 2013 ; Roberts & Mahtani, 2010). Sous couvert de développement

et de prospérité économiques, ses appropriations peuvent voiler des idéologies ethnocentristes profondes. Le cas israélien prouve que le concept est tout sauf apolitique. Pour les décideurs israéliens, il existe à l'évidence une « bonne diversité », qui d'une part justifie le tri entre migrants, tout en réinscrivant d'autre part les hiérarchies ethnoraciales.

Conclusion

- 26 Dans le contexte israélien, la diversité – et les idées de croissance économique qui lui sont associées – ne voile que partiellement, nous l'avons vu, la stratification ethnique très forte de la société, fondée sur des hiérarchies tenaces, qui placent en haut de la pyramide sociale les juifs blancs venus d'Europe et d'Amérique du Nord, puis les juifs de l'ancien espace soviétique et, enfin, les juifs racialisés d'Afrique, du Moyen Orient et d'Asie. Les immigrés non-juifs, comme les demandeurs d'asile ou les étrangers bénéficiant d'un contrat de travail dans les secteurs de l'agriculture, de la construction ou du soin à la personne, sont généralement invisibles dans la société israélienne. Et, en tout cas, absents des discours que nous avons collectés dans l'enquête. Quant aux résidents palestiniens, notamment à Acre, ils sont même délibérément dissociés des politiques économiques locales (comme dans le cas du projet touristique à Acre), allant jusqu'à envisager l'immigration comme un moyen d'asseoir la démographie juive de la ville à leur rencontre. Dans le contexte des « villes de développement », établies ou agrandies dans les années 1950 pour accueillir l'immigration et pourtant majoritairement peuplée de juifs d'Afrique, du Moyen Orient et d'Asie, l'immigration désirée n'est, nous l'avons vu, ni celle des Palestiniens, ni celle des immigrés non-juifs, mais celle seulement de *certain*s groupes d'immigrés juifs. En ce sens, ces villes, pourtant en besoin de renouvellement démographique, ne produisent pas une politique bien différente de la politique nationale. Empruntant au registre sioniste de la construction d'une nation juive par le territoire et le travail, les acteurs locaux en font application à la ville et à l'espace urbain. Les immigrés juifs sont toujours pensés en « sauveurs », le renouvellement démographique pouvant ainsi déboucher sur un développement socio-économique et urbain. Dans ces villes marginalisées, les nouveaux venus permettraient de s'en sortir, au moins temporairement. Cependant, ce sont les immigrés d'Amérique du Nord, d'Europe et surtout de l'ancien espace soviétique qui sont perçus comme capables d'assumer ce rôle. Les références réitératives à une « bonne diversité », qui au gré des contextes se fait sélective, voire exclusive, rappellent ainsi des observations faites dans d'autres cadres nationaux.
- 27 L'adoption de politiques en faveur de la diversité par les petites villes est donc fortement associée au développement socio-économique d'une part, mais aussi à la réécriture de leur histoire – aujourd'hui en marge du récit national – d'autre part. À la faveur de ces stratégies de *branding*, par ailleurs plutôt superficielles, qui répondent à des objectifs éloignés de rapports de pouvoir et d'inégalité que subissent les habitants de ces villes, la destruction du tissu industriel local est en théorie suppléée par la mise en œuvre de projets culturels et touristiques. Leur impact économique se révèle plutôt faible cependant, d'où la saillance rendue d'autant plus forte de leur dimension symbolique et politique.
- 28 Dans ce contexte, la décentralisation et la fragmentation d'un domaine d'action publique comme l'immigration deviennent instrumentales au maintien d'une idéologie ethno-

nationale : néolibéralisation économique et cadrage ethno-national se renforcent mutuellement, selon des logiques observables aussi ailleurs, au fil d'évolutions analogues. Dans d'autres pays aux projets politiques similaires, tels l'Afrique du Sud ou le Japon, la décentralisation a été pour l'État-nation « une situation gagnant-gagnant qui permet aux gouvernements de se débarrasser des questions embarrassantes liées à l'intégration des immigrés, et ce à un coût très bas » (Lacroix & Desille, 2018). Dans des contextes xénophobes ou de « colonies de peuplement », les techniques de la gouvernamentalité néolibérale permettent de reléguer les questions de race et d'appartenance nationale (Mele, 2013 ; Roberts & Mahtani, 2010), en mettant en avant l'utilité économique des nouveaux arrivants.

- 29 ACHOUCH Y. & Y. MORVAN (2013), « Les utopies sionistes, des idéaux piégés par une histoire tourmentée : kiboutz et villes de développement en Israël », *Utopies et Justice Spatiale*, n° 5 [En ligne] <http://www.jssj.org/article/les-utopies-sionistes-des-ideaux-pieges-par-une-histoire-tourmentee-kiboutz-et-villes-de-developpement-en-israel/>
- 30 AGUNIAS D. R. & K. NEWLAND (2012), *Developing a Road Map for Engaging Diasporas in Development: A Handbook for Policymakers and Practitioners in Home and Host Countries*, Genève, OIM. [En ligne] https://publications.iom.int/system/files/pdf/diaspora_handbook_en_for_web_28may2013.pdf
- 31 ALEXANDER M. (2003), *Host-stranger relations in Rome, Tel Aviv, Paris and Amsterdam: A Comparison of Local Policies toward Labor Migrants*, Hollande, Universitat van Amsterdam.
- 32 BERG M. L. & N. SIGONA (2013), « Ethnography, Diversity and Urban Space », *Identities*, n° 20, vol. 4, pp. 347-360.
- 33 BERREY E. C. (2005), « Divides over Diversity: Political Discourse in a Chicago Neighborhood », *City and Community*, n° 4, vol. 2, pp. 143-170.
- 34 BERTHOMIERE W. (2002), « Logiques de migrants versus logiques d'État : quels impacts sur la stratégie territoriale d'Israël ? », *Espace, Populations, Sociétés*, n° 20, vol. 1, pp. 37-52.
- 35 BERTHOMIERE W. (2004), « Sionisme et immigration en Israël », *Mouvements*, n° 33-34, vol. 3, pp. 30-35.
- 36 BRENNER N., PECK J. & N. THEODORE (2010), « Variegated Neoliberalization: Geographies, Modalities, Pathways », *Global Networks*, n° 10, vol. 2, pp. 182-222.
- 37 COCHRANE A. & K. WARD (2012), « Researching the Geographies of Policy Mobility: Confronting the Methodological Challenges », *Environment and Planning A*, n° 44, vol. 1, pp. 5-12.
- 38 COHEN N. & T. MARGALIT (2015), « “There are Really Two Cities Here”: Fragmented Urban Citizenship in Tel Aviv », *International Journal of Urban and Regional Research*, n° 39, vol. 4, pp. 666-686.
- 39 DAVEZIES L. (2004), « Développement local : le déménagement des Français. La dissociation des lieux de production et de consommation », *Futuribles*, n° 295, pp. 43-56.
- 40 DESILLE A. (2017), *Governing or Being Governed? A Scalar Approach of the Transformations of State Power and Authority through the Case of Immigration and Integration Policies of Four Frontier Towns in Israel*, Poitiers, Université de Poitiers.
- 41 DESILLE A. (2018), « Du national au municipal ? Perspectives locales sur les politiques d'intégration en Israël », *Espaces et sociétés*, n° 172-173, pp. 93-108.

- 42 DESILLE A. (à paraître), « Exclusion within Integration? Reframing of Deservingness for Beneficiaries of the Law of Return in Israel. Between Moral Obligations and Economic Development Imperatives », dans HINGER S. & R. SCHWEITZER, *Managing (dis)integration*, New York, Springer Editor, pp. 153-169.
- 43 DOYTCHÉVA M. (2015), *Politiques de la diversité : sociologie des discriminations et des politiques antidiscriminatoires au travail*, Bruxelles, Éditions P.I.E. Peter Lang.
- 44 DOYTCHÉVA M. (2018), « Diversité et “super-diversité” dans les arènes académiques : pour une approche critique », *Sociétés plurielles, Epistémologies du pluriel* [En ligne] <https://societes-plurielles.episciences.org/4250/pdf>
- 45 EISENSTADT S. N. (1954), *Absorption of Immigrants*, London, Routledge & Kegan Paul Editors.
- 46 ELIAS N. & A. KEMP (2010), « The New Second Generation: Non-Jewish Olim, Black Jews and Children of Migrant Workers in Israel », *Israel Studies*, n° 15, vol. 1, pp. 73-94.
- 47 FAINSTEIN S. (2010), *The Just City, USA*, Cornell University Press.
- 48 FAIST T. (2013), « The Mobility Turn: A New Paradigm for the Social Sciences? », *Ethnic and Racial Studies*, n° 36, vol. 11, pp. 1637-1646.
- 49 FLORIDA R. (2003), « Cities and the Creative Class », *City and Community*, n° 2, vol. 1, pp. 3-19.
- 50 GLAESER E. (2012), *Triumph of the City: How our Greatest Invention Makes us Richer, Smarter, Greener, Healthier, and Happier*, New York, NY, Penguin Books.
- 51 GOOD K. R. (2009), *Municipalities and Multiculturalism: The Politics of Immigration in Toronto and Vancouver*, Toronto, University of Toronto Press.
- 52 HOEKSTRA M. (2015), « Diverse Cities and Good Citizenship: How Local Governments in the Netherlands Recast national Integration Discourse », *Ethnic and Racial Studies*, n° 38, vol. 10, pp. 1798-1814.
- 53 HOUSTON S. D. & O. LAWRENCE-WEILMANN (2016), « The Model Migrant and Multiculturalism: Analyzing Neoliberal Logics in US Sanctuary Legislation », dans BAUDER H. & C. MATHEIS, *Migration Policy and Practice*, New York, Palgrave Macmillan Editor.
- 54 HWANG J. (2016), « Pioneers of Gentrification: Transformation in Global Neighborhoods in Urban America in the Late Twentieth Century », *Demography*, n° 53, vol. 1, pp. 189-213.
- 55 JACOBS J. (1992), *The Death and Life of Great American Cities*, New York, Vintage Editor.
- 56 JAMOUS H. (1982), *Israël et les Juifs. Essai sur les limites du volontarisme*, Paris, Éditions François Maspero.
- 57 KALIR B. (2014), « The Jewish State of Anxiety: Between Moral Obligation and Fearism in the Treatment of African Asylum Seekers in Israel », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, n° 41, vol. 4, pp. 580-598.
- 58 KAY A. (2012), « From Altneuland to the New Promised Land: A Study of the Evolution and Americanization of the Israeli Economy », *Jerusalem Center For Public Affairs*, n° 24, vol. 1-2 [En ligne] <http://jcpa.org/article/from-altneuland-to-the-new-promised-land-a-study-of-the-evolution-and-americanization-of-the-israeli-economy/>
- 59 KELLERMAN A. (1996), « Settlement Myth and Settlement Activity: Interrelationships in the Zionist Land of Israel », *Transactions of the Institute of British Geographers*, n° 21, vol. 2, pp. 363-378.

- 60 KYMLICKA W. (2015), « Solidarity in Diverse Societies: Beyond Neoliberal Multiculturalism and Welfare Chauvinism », *Comparative Migration Studies*, n° 3, vol. 1, pp. 1-17.
- 61 LACROIX T. & A. DESILLE (2018), *International Migrations and Local Governance: A Global Perspective*, UK, Palgrave MacMillan Editors.
- 62 LEFEBVRE H. (1968), *Le Droit à la ville*, Paris, Éditions Points.
- 63 MELE C. (2013), « Neoliberalism, Race and the Redefining of Urban Redevelopment: Color-blind Redevelopment in Pennsylvania », *International Journal of Urban and Regional Research*, n° 37, vol. 2, pp. 598-617.
- 64 PAPADEMETRIOU D. (2014), *Migration's Local Dividends: How Cities and Regions Can Make the Most of Immigration*, Bruxelles, Migration Policy Institute Europe.
- 65 RAM U. (1995), *The Changing Agenda of Israeli Sociology : Theory, Ideology, and Identity*, Albany, State University of New York Press.
- 66 RAZIN E. (2003), *Local Government Reform in Israel: Between Centralization and Decentralization, between Traditionalism and Modernity*, Jerusalem, The Floersheimer Institute for Policy Studies.
- 67 REMENNICK L. (2002), « Transnational Community in the Making: Russian-Jewish Immigrants of the 1990s in Israel », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, n° 28, vol. 3, pp. 515-530.
- 68 ROBERTS D. J. & M. MAHTANI (2010), « Neoliberalizing Race, Racing Neoliberalism: Placing "Race" in Neoliberal Discourses », *Antipode*, n° 42, vol. 2, pp. 248-257.
- 69 ROBINSON J. (2006), *Ordinary Cities: Between Modernity and Development*, London -New York, Routledge Editor.
- 70 ROZENHOLC C. (2010), « The Neighborhood of Florentin: E Window to the Globalisation of Tel Aviv », *Journal of Urban and Regional Analysis*, n° 2, vol. 2, pp. 81-95.
- 71 SCHILLER M. (2016), *European Cities, Municipal Organizations and Diversity: The New Politics of Difference*, New York, Macmillan Publisher.
- 72 SENOR D. & S. SINGER (2011), *Start-up Nation: The Story of Israel's Economic Miracle*, New York, Twelve Editor.
- 73 SHAFIR G. & Y. PELED (2002), *Being Israeli: The Dynamics of Multiple Citizenship*, Cambridge-New York, Cambridge University Press.
- 74 SHOVAL N. (2013), « Street-naming, Tourism Development and Cultural Conflict: The Case of the Old City of Acre/Akko/Akka », *Transactions of the Institute of British Geographers*, n° 38, vol. 4, pp. 612-626.
- 75 TISSOT S. (2011), *De Bons voisins : enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*, Paris, Éditions Raisons d'agir.
- 76 TZFADIA E. (2007), « Public Policy and Identity Formation: The Experience of Mizrahim in Israel's Development Towns », *The Journal for the Study of Sephardic and Mizrahi Jewry*, n° 1, pp. 57-82.
- 77 TZFADIA E. & H. YACOBI (2011), *Rethinking Israeli Space: Periphery and Identity*, London, Routledge Editor.
- 78 YEHUDA ABRAMSON O. (2013), *Absorption in Local Authorities*, Tel Aviv, Union of Local Authorities in Israel.

- 79 YIFTACHEL O. & E. TZFADIA (2004), « Between Periphery and “Third Space”: Identity of Mizrahim in Israel’s Development Towns », dans KEMP A. *et al.*, *Israelis in Conflict: Hegemonies, Identities and Challenges*, Brighton, Sussex Academy Press, pp. 203-235.
- 80 YONAH Y. (2005), « Israel as a Multicultural Democracy: Challenges and Obstacles », *Israel Affairs*, n° 11, vol. 1, pp. 95-116.

NOTES

1. Les recherches menant aux présents résultats ont bénéficié d'un soutien financier du septième programme-cadre de l'Union européenne (7ePC/2007-2013) en vertu de la convention de subvention n° 316796.
2. Richard Florida est un urbaniste américain, aujourd'hui en poste à l'Université de Toronto (Canada). Il a gagné en popularité après la diffusion de son ouvrage *The Rise of the Creative Class* (2002), dans lequel il développe le concept de « classe créative » et son impact sur le développement économique des villes. Richard Florida diffuse ses idées via d'autres ouvrages, mais aussi un *think-tank* qui a pour objectif le soutien aux villes et collectivités territoriales qui souhaitent attirer de nouveaux résidents, et les articles qu'il rédige pour le site Internet du journal *The Atlantic* dédié aux questions urbaines : *Citylab*.
3. Économiste américain, affilié à l'Université d'Harvard, Edward Glaeser a consacré ses travaux, comme Richard Florida, aux déterminants de la croissance urbaine. Il identifie le « capital humain », comme facteur décisif de cette croissance, résultats repris dans son livre grand public, *The Triumph of Cities* (2011).
4. <http://www.creativeclass.com/>
5. <https://www.citylab.com/>
6. <https://www.coe.int/en/web/portal/-/study-finds-that-iintercultural-cities-have-higher-well-being-and-citizen-satisfaction>
7. <https://www.tel-aviv.gov.il/en/abouttheCity/Pages/TelAvivGlobal.aspx>.
8. Texte original : “*Creating economic growth by drawing foreign companies, startup founders, visitors, students and international events to the city*” (*Ibid.*)
9. Ainsi, un centre d'information et de soutien aux travailleurs étrangers et aux demandeurs d'asile – Mesila – fut établi par la municipalité dès 1999.
10. Voir par exemple Amandine Desille (2017, p. 221). Lors des élections de 2015, le vote des résidents des villes de développement oriente l'échiquier politique à droite.
11. Nous nous appuyons ici sur une enquête menée de 2013 à 2017 dans quatre villes de développement – Acre, Arad, Kiryat Gat et Kiryat Shmona. Des entretiens semi-directifs ont été réalisés avec des personnalités politiques locales, agents municipaux, partenaires nationaux et locaux des politiques municipales (municipalités, bureaux locaux du Ministère de l'immigration et de l'absorption (MOIA), centre pour la jeunesse, centre pour la culture, la jeunesse et les sports, associations d'immigrés, associations religieuses... etc.). En plus des entretiens, l'analyse de journaux de la presse locale et nationale, des outils de communication des municipalités (site internet officiel ou Facebook) ou des musées municipaux a été menée.
12. Israël combine différents régimes d'immigration, dont il est possible de distinguer au moins trois : une politique de rapatriement des membres de la diaspora juive, volontariste et assimilationniste – dite « loi du retour » (Ram, 1995 ; Shafir & Peled, 2002) ; une politique de type

« *guestworker* » qui s'applique à une immigration de travailleurs étrangers (*ovdim zarim* en hébreu) non-juifs (Alexander, 2003) ; et une absence de politique, ou une politique hostile, envers les demandeurs d'asile provenant (dans leur majorité) de pays d'Afrique (Elias & Kemp, 2010 ; Kalir, 2014) et ce malgré la présence de 40.000 demandeurs d'asile au moment de l'enquête.

13. *Aliyah* (pl. *Aliyot*) est un terme hébreu signifiant ascension et qui définit l'immigration juive en Israël. Les cinq premières *Aliyot* proviennent principalement d'Europe de l'Est et de l'empire tsariste (puis soviétique).

14. Bureau national des statistiques, août 2018.

15. En effet, si l'appropriation de la notion de diversité a été envisagée comme une réponse au *multicultural backlash* qui caractérise les années 2000 (Berg & Sigona, 2013), il est difficile de transposer ces analyses de manière directe dans le contexte israélien, où l'assimilation demeure une idéologie dominante. Dans d'autres travaux, nous avons mobilisé le concept d'interculturalisme pour qualifier les politiques d'accueil, qui articulent pluralisme culturel et mérite économique (Desille, 2017).

16. Le choix de ces villes résulte d'une enquête exploratoire, réalisée en 2013, qui nous a permis de sélectionner des espaces dont les caractéristiques urbaines, démographiques et politiques étaient similaires, mais dont les stratégies d'intervention locale en matière d'immigration pouvaient varier.

17. Fondée en 1929, l'Agence Juive est un organisme public en charge des questions d'immigration. Les bureaux locaux reçoivent les demandes de candidats à l'immigration vers Israël. L'Agence Juive est aussi un des organismes qui gèrent les centres d'absorption en Israël.

18. La mairie a publié une brochure en anglais reprenant le slogan : http://www.arad.muni.il/fileadmin/introduction/images/Tourism/tourist_information.pdf

19. Allocations, variant selon la situation familiale, octroyées par le MOIA aux nouveaux immigrés, les six premiers mois suivant leur installation.

20. Le pionniérisme est une valeur intrinsèque du sionisme, qui prévoit la réhabilitation des juifs du monde par le travail et l'attachement à un territoire, à l'inverse de la vie diasporique qui implique les notions de dispersion et de passage. Ainsi, l'occupation de l'espace et le travail de la terre forment un pan important de l'imaginaire national. Sur ce point, le sociologue Haroun Jamous introduit la question du volontarisme dans la société pionnière israélienne des années 1950 et particulièrement le paradoxe du volontarisme tel qu'il a été imposé aux habitants des périphéries. Il affirme : « Aussi comprend-on ce paradoxe d'une société où tout semble tendre et aspirer à l'intégration, où chacun est instamment invité à participer, à faire intimement partie de la collectivité... à la seule condition de rester à sa place. De se contenter d'intérioriser les valeurs et les conceptions des fondateurs » (Jamous, 1982, p. 77).

21. Formulée dès 2011, et dont les débats parlementaires ont mené à la dissolution du gouvernement en 2014, la loi dite « de nationalité » a été modifiée puis adoptée en juillet 2018. D'une portée plutôt symbolique, elle prévoit qu'Israël est l'État des juifs, renforçant ainsi d'autres lois nationales. Elle a généré une profonde polémique et des manifestations pendant l'été 2018 pour plusieurs raisons : la destitution de la langue arabe comme langue officielle (l'arabe est dorénavant une langue « à statut spécial »), le soutien à l'établissement de villes et villages « juifs » et, en général, l'impossibilité sur le long terme pour les citoyens israéliens non juifs, comme les Palestiniens, les Druzes ou les Bédouins, de prendre part au projet politique national.

RÉSUMÉS

La notion de diversité a été récemment mobilisée dans le champ des politiques locales d'intégration, telles qu'envisagées en Amérique du Nord, en Europe (Schiller, 2016) et depuis peu en Israël. La rationalité mise en avant est de capter puis de mettre en valeur la diversité des populations comme outil de restructuration socio-économique et de développement urbain. Cependant, l'association diversité-développement urbain, lorsqu'elle se réalise dans le cadre de politiques d'orientation néolibérale, c'est-à-dire sous la pression d'intérêts économiques immédiats, ne va pas de soi. Elle risque dans les faits de dissimuler des problèmes structurels d'inégalité et de domination, voire de conforter les effets d'une certaine ethno-stratification prégnante dans la société israélienne. Dans cet article, à partir de l'étude de trois villes de développement – Acre, Arad et Kiryat Shmona – nous montrons comment la doctrine de la diversité entre en tension avec le cadrage ethno-national qui gouverne les enjeux de l'intégration, dont elle réussit au final, tant bien que mal, à s'accommoder.

The “diversity” approach has recently been introduced within the context of local immigrant integration policies in Northern America, Europe (Schiller 2016), and more recently in Israel. This approach implies that ethnic diversity can be leveraged and become a tool for socio-economic restructuring and urban development. Nevertheless, the diversity/urban development nexus, when implemented through neoliberal urban policies (that is, policies that respond to immediate economic growth interests) comes with the risk of dissimulating and even reinscribing the effects of a certain ethnic stratification, that is pronounced in the Israeli society. In this article, analyzing the local diversity policies made by three “development towns” – Acre, Arad and Kiryat Shmona – we show the extent to which the diversity doctrine is in tension with the ethno-national frame governing integration stakes, even though it eventually succeeds in accommodating the latter.

El paradoja de la diversidad: desarrollo económico y estratificación social en las ciudades de desarrollo en Israel

El enfoque de la diversidad esta hoy día aplicado en el contexto de las políticas locales de integración, adoptadas por varias ciudades en América del Norte, Europa, y más recientemente Israel. Se propone fructificar la diversidad étnica de las poblaciones como herramienta de reestructuración socioeconómica y de desarrollo urbano. Sin embargo, la asociación entre diversidad y desarrollo urbano, cuando se implementa a través de políticas urbanas de orientación neoliberal (es decir, políticas que responden a unos intereses de crecimiento económico inmediato), no es evidente. De hecho, corre el riesgo de ocultar problemas estructurales de desigualdad y poder, e incluso de reforzar los efectos de una estratificación étnica arraigada en la sociedad israelí. Basándonos en el estudio de tres “ciudades de desarrollo” – Acre, Arad y Kiryat Shmona – en este artículo cuestionamos cómo la doctrina de la diversidad entra en tensión con el marco étnico-nacional que gobierna los problemas de integración, para al final lograr acomodarle mal que bien.

INDEX

Mots-clés : Israël, diversité, villes ordinaires, immigration, politiques locales

Palabras claves : Israel, diversidad, ciudades ordinarias, inmigración, políticas públicas

Keywords : Israel, diversity, ordinary cities, immigration, local policies

AUTEUR

AMANDINE DESILLE

Instituto de Geografia e Ordenamento Territorial, Universidade de Lisboa, Portugal - amandine.
desille@gmail.com